



<p><b>Cahier des Charges Techniques Particulières C.C.T.P.</b></p>
--

<p><b>MAPA DE TRAVAUX</b></p>
-------------------------------

<p><b>COMMUNE DE VALBONNE B.P 109 06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS</b></p>
---

---

<p><b>CONSTRUCTION D'UN PIGEONNIER</b></p>
--

---

---

<p><b>MAPA passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP)</b></p>
---

---

# SOMMAIRE

## PAGES

<b>1</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>1</b>
1.1	PRESENTATION DE L'OPERATION .....	1
1.2	NATURE ET SITUATION DU PROJET : .....	1
1.3	PHOTOS DU PIGEONNIER EXISTANT : .....	2
1.4	RESPECT DES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR .....	2
1.5	ALLOTISSEMENT .....	2
1.6	MODE OPERATOIRE .....	2
1.7	CONNAISSANCE DES LIEUX .....	3
1.8	ZONES DE CHANTIER.....	3
1.9	VOIRIE - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC .....	4
1.10	NETTOYAGES.....	4
1.11	REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	4
1.12	NUISANCES DE CHANTIER.....	4
1.13	PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS.....	5
1.14	MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS .....	5
1.15	CALENDRIER ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
1.16	DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF) .....	5
1.17	DOCUMENTS A REMETTRE.....	5
<b>2</b>	<b>ORGANISATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
2.1	REGLES D'EXECUTION - D.T.U. - NORMES .....	7
2.2	DOCUMENTS A ETABLIR PAR L'ENTREPRENEUR.....	7
2.3	REGLEMENTATION CONCERNANT LES MATERIAUX ET PRODUITS .....	7
2.3.1	AVIS TECHNIQUES.....	7
2.3.2	MARQUES DE QUALITE .....	7
2.4	ORGANISATION DU CHANTIER .....	7
2.5	CONTROLES.....	8
<b>3</b>	<b>RECEPTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>9</b>
3.1	DOCUMENT A FOURNIR : .....	9
3.2	CIRCULATION DES DOCUMENTS .....	9
3.3	MATERIEL DE CHANTIER.....	9
<b>4</b>	<b>CARACTERISTIQUES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES.....</b>	<b>10</b>
4.1	DOCUMENTS : EXE Et DP.....	10
4.1.1	ETUDE D'EXE .....	10
4.1.2	DOSSIER DECLARATION PREALABLE .....	10
4.2	INSTALLATION DE CHANTIER.....	10
4.2.1	CLOTURE DE CHANTIER .....	10
4.2.2	ALIMENTATION EAU / ELECTRICITE /ASSAINISSEMENT .....	10
4.2.3	AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DOMAINE PUBLIC.....	10
4.2.4	REPLIS ET REMISE EN ETAT APRES TRAVAUX .....	10
4.3	TRAVAUX DE DEPOSE, DEMOLITION ET FONDATION (TRANCHE OPTIONNELLE 1 ).....	10
4.3.1	DEPOSE DU PIGEONNIER EXISTANT .....	11
4.3.2	DEMOLITION ET EVACUATION DE LA FONDATION EXISTANTE .....	11
4.3.3	REALISATION DE LA FONDATION .....	11
4.4	FOURNITURE ET FABRICATION DU PIGEONNIER .....	11
4.5	POSE DU PIGEONNIER .....	12
4.6	RECÉPTION : .....	12

# 1 GENERALITES

## 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet la fabrication et la mise en place d'un pigeonnier dans le village de Valbonne.

Lot Unique : travaux de construction.

L'opération concerne notamment :

- La dépose du pigeonnier existant
- La conception nouveau pigeonnier
- La fabrication du pigeonnier
- La pose du pigeonnier
- Les ajustements demandés par l'Architecte des bâtiments de France en cas de variante par rapport à la DP
- Finition
- Replis du matériel et chantier

## 1.2 NATURE ET SITUATION DU PROJET :

Le projet se situe dans le talus entre l'esplanade Valisbonna et le bâtiment de la Poste (85 rte Grasse, 06560 Valbonne)



L'objectif est de démonter le pigeonnier existant inefficace et de construire et mettre en place un nouveau pigeonnier performant.

### 1.3 PHOTOS DU PIGEONNIER EXISTANT :



### 1.4 RESPECT DES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

Les propositions de l'entreprise prendront en compte tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux diverses pièces du dossier, étant entendu que celles-ci devront assurer leur complet achèvement, conformément aux règles de l'Art, de la bonne construction et aux règlements en vigueur (DTU, normes françaises, CSTB).

### 1.5 ALLOTISSEMENT

Lot unique.

### 1.6 MODE OPERATOIRE

Les travaux seront exécutés en une unique tranche

L'ensemble des autorisations administratives sont à la charge du présent lot :

- La production de pièces graphique du pigeonnier pour permettre la demande l'Autorisation d'urbanisme y compris modification si demande de l'ABF,
- Les autorisations de voirie diverses : occupation du domaine public, de circulation, la dérogation de tonnage etc.

Les circulations piétonnes devront être maintenus en tout temps et protégés de façon à permettre la présence normale du public.

La proposition de l'entreprise comprend la fourniture des matériaux entrant dans la composition des ouvrages, la mise en œuvre de ces matériaux, le transport et l'amenée à pied d'œuvre, y compris chargement, déchargement et toutes manutentions.

Il en sera de même pour l'enlèvement des gravats, déchets et emballages consécutifs aux travaux ainsi que la remise en état des lieux à la fin de chantier.

L'accès au site et aux zones de travaux seront à définir avec le Maître d'Ouvrage, et seront à respecter par le personnel des entreprises.

Les entreprises devront s'être rendues sur place afin d'intégrer dans leur offre les éventuelles difficultés d'accès extérieurs pour la réalisation de ses travaux.

Toutes démarches visant à faciliter l'accès et les approvisionnements seront à la charge des entreprises et devront donc être comprises dans leur offre.



## 1.7 CONNAISSANCE DES LIEUX

Avant la remise de son acte d'engagement, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux, du terrain et des abords et avoir parfaitement apprécié les conditions d'accès.

En tout état de cause, les prix remis seront définitifs et aucun supplément de prix ne sera admis une fois le marché signé pour des raisons de méconnaissance de l'existant.

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs
- Les modalités d'accès à la voirie
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- La nature des matériaux constituant les existants
- La nature et la constitution des structures porteuses

En général, sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

En conséquence, l'entreprise ne pourra en aucun cas arguer de la méconnaissance du bâtiment, des zones d'intervention, de l'environnement du chantier, des accès au bâtiment et locaux pour justifier d'une demande de supplément au montant de sa soumission.

## 1.8 ZONES DE CHANTIER

Les zones de chantier et de stationnement des véhicules de chantier seront à définir avec le Maître d'Ouvrage. En aucun cas, des véhicules de chantier stationneront en dehors de la zone de stationnement définie.

**Il n'y aura pas de zone de stationnement aux abords immédiats du site, seul une zone de déchargement sera prévu. La zone de chantier sera elle sur le parking en terre avoisinant.**

Schéma de principe d'organisation du chantier :

Etoile rouge : zone du pigeonnier à remplacer

Vert : zone de déchargement / dépose minute / petit stockage tampon.

Orange : zone pour base de vie (WC public présent au niveau du terrain de sport voisin) et stationnement véhicule léger.

Les zones occupées par le chantier devront être clôturées par des barrières Herras et sécurisées.



## 1.9 VOIRIE - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Si des mesures temporaires sont à prendre pour l'occupation du domaine public pour la mise en place d'échafaudages, la base vie, le stationnement, la manutention, l'approvisionnement, la circulation dans la rue, la condamnation de places de parking ou le dépôt du mobilier urbain etc., pour la durée des travaux, le Service Voirie de la Ville sera à avertir quinze jours minimum avant la prise d'effet des mesures à appliquer.

L'entreprise devra se satisfaire des ouvrages ou mobiliers en place sur le domaine public. Cependant, si leur déplacement est nécessaire, la demande sera à formuler au Service Voirie de la Ville : le coût du déplacement sera à la charge de l'entreprise et devra donc être compris dans son offre.

Tous travaux sur le domaine public (création, modification, ou suppression d'accès véhicules, branchement aux réseaux, dépôt de matériaux ou emprise chantier, etc. seront interdits, s'ils n'ont pas fait l'objet d'une déclaration d'intention de commencement de travaux au Service Voirie de la Ville et qu'ils aient été autorisés par arrêté de voirie.

Toute occupation temporaire du domaine public par des matériaux ou du matériel sera soumise à une autorisation municipale préalable, dont la demande sera à formuler au Service Voirie de la Ville.

Ainsi, toute demande d'autorisation d'occupation du domaine public et toute taxation pour l'occupation temporaire du domaine public seront à la charge des entreprises et devront donc être comprises dans leur offre.

Lors de la restitution des lieux, le domaine public devra être rendu par l'entreprise en l'état préalable, exemptes de toutes détériorations ou salissures.

## 1.10 NETTOYAGES

Les déchets de chantier de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment à la loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

**Le stockage aux abords du chantier devra être nul.**

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier
- Les poussières générées
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier
- Les salissures des voies publiques.

## 1.11 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'entreprise titulaire du présent lot enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

## 1.12 NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, avec ses décrets et arrêtés d'application, relative à la lutte contre le bruit.

### 1.13 PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place.

**En particulier, une attention à la protection du parement de façade sera à prendre, il est très fragile.**

Lors des travaux de démolition ou autres, dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc., et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

### 1.14 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

Il en sera de même pour la protection des pavages au sol.

### 1.15 CALENDRIER ET DELAIS D'EXECUTION

Délais travaux maximum de 15 semaines à partir de la notification.

- 4 semaines : étude d'exécution et dans le même temps 2 semaines : démontage / démolition
- 8 semaines : fondation. / Fabrication
- 1 semaines : pose
- 2 semaines : finition et replis.

Le délai global du marché est donc de 15 semaines .

Attention un CSPS sera présent sur l'opération pour s'assurer de la sécurité des personnes et du public fréquentant le bâtiment.

### 1.16 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

Le candidat remettra une offre dans laquelle devra clairement apparaître les différents postes de travaux mais également l'aménagement de la sécurité du chantier, l'échafaudage, le grutage, la livraison, la logistique, et autre si nécessaire etc.

### 1.17 DOCUMENTS A REMETTRE

Font expressément parties des obligations des entreprises les éléments suivants, à remettre pendant le chantier :

- Les documents graphiques
- les plans d'exécution et coupe
- les calculs de descente de charge etc.
- Les fiches techniques et d'essais des produits mis en œuvre
- Le manuel d'entretien

---

Les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif.

**L'entrepreneur doit comprendre dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les ouvrages indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit, au sens habituel des règles de l'art.**

Le présent dossier de consultation des entreprises correspond à un ensemble de documents destinés à aider le soumissionnaire à remettre son prix dans les meilleures conditions.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des entreprises des omissions, des erreurs ou des non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée.

A défaut du respect de cette disposition, l'Entrepreneur supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes, étant entendu que sa prestation finale devra être conforme à l'ensemble des documents constituant le dossier de consultation des entreprises ainsi qu'à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Lors de la remise de son prix, le soumissionnaire s'engagera sur les documents ainsi définis sachant qu'aucune interprétation des plans de consultation des entreprises ne sera possible. Le montant ainsi arrêté restera dans le cadre d'un marché global et forfaitaire.

L'Entrepreneur devra vérifier, sous sa propre responsabilité, les opérations mentionnées au C.C.T.P. et le complément afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des prestations nécessaires à un parfait achèvement de l'ouvrage.



---

## 2 ORGANISATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 2.1 REGLES D'EXECUTION - D.T.U. - NORMES

L'ensemble des ouvrages du présent lot sera exécuté conformément aux prescriptions des normes AFNOR, règles et D.T.U. en vigueur à la date d'exécution des travaux

### 2.2 DOCUMENTS A ETABLIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entreprise devra l'établissement, durant la période de préparation, des plans d'atelier de chantier (PAC), comprenant plans de fabrication, plans de traçage, plans de pose, détails d'exécution, plans de réservations, notes de calcul justificatives du dimensionnement des ouvrages proposés, etc.

Les documents devront correspondre aux dispositions de principe et à la conception générale de l'ouvrage, tels qu'ils sont définis par le DCE.

Les plans et détails seront soumis à l'avis du maître d'œuvre avant exécution des travaux.

Les dessins seront obligatoirement accompagnés de notes de calcul pour les fondations .

### 2.3 REGLEMENTATION CONCERNANT LES MATERIAUX ET PRODUITS

Les matériaux entrant dans la composition des ouvrages ci-après proviendront de fabricants connus et réputés pour leur qualité.

Les éléments préfabriqués seront conformes aux Normes et Avis Techniques.

#### 2.3.1 AVIS TECHNIQUES

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

#### 2.3.2 MARQUES DE QUALITE

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une « marque NF », d'un « label » ou d'une « certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Les matériaux suivants entrant dans les travaux du présent lot devront bénéficier des qualifications délivrées par les organismes indiqués ci-dessous :

Marque NF : Produits objets de normes applicables / NF / AFNOR (Association française de normalisation)

Produits écologiques / NF-Environnement

Certifications : Composants et matériaux des bâtiments / Cstbatt / CSTB Centre scientifique et technique du bâtiment

Matériaux de calfeutrement / Snjf / SNJF (Syndicat national des joints et façades)

### 2.4 ORGANISATION DU CHANTIER

L'entreprise titulaire sera chargée de l'organisation matérielle du chantier et devra à ce titre, notamment, prévoir l'établissement du plan d'installation de chantier comprenant l'ensemble des zones de travaux.

En fin de travaux, il doit procéder à l'enlèvement de toutes les protections provisoires, au nettoyage de ses ouvrages, ainsi qu'à la remise en état éventuellement nécessaire.

---

## 2.5

### CONTROLES

L'entreprise aura le choix des matériaux, produits et composants de construction parmi ceux qui répondent aux spécifications du Marché.

La sélection, l'assemblage et la mise en œuvre des matériels, devront respecter en tous points les recommandations du fabricant.

Les matériaux et fournitures à incorporer dans les ouvrages, seront neufs, de première qualité et rigoureusement adaptés au rôle qu'ils auront à remplir.

Tous les matériaux seront conçus et installés suivant les Règles de l'Art, pour un ouvrage efficace.

Toutes les marques et références du matériel mentionnées dans le présent document ne sont indiquées qu'à titre indicatif et pour préciser le niveau de qualité exigé fixant ainsi une référence en matière de qualité.

Tous les matériels et équipements sélectionnés doivent justifier de références satisfaisantes dans des conditions d'utilisations équivalentes à celles qui sont spécifiées.

Afin d'obtenir des garanties de qualité et de conformité des produits et équipements aux normes et spécifications qui les définissent, l'entreprise doit sélectionner des Fournisseurs disposant de moyens industriels de fabrication et de contrôle.

---

## 3 RECEPTION DES OUVRAGES

### 3.1 DOCUMENT A FOURNIR :

Aussitôt après la terminaison de l'installation et avant réception, l'entreprise doit fournir les documents d'exploitations suivants :

- Plans conformes à l'exécution (DOE)
- Documentations techniques pour chaque composant
- Notices d'entretien
- Certificats de garantie

Après visa, ces documents sont fournis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique au MOE qui est chargé de les collecter (sur clé USB, au format PDF pour l'ensemble des pièces + aux formats DWG pour les pièces graphiques).

Le dossier comprendra notamment :

- les fiches techniques, avis techniques, certificats, PV, etc. des produits mis en œuvre
- les plans d'exécution d'ensembles et de détails, les schémas généraux, etc. conformes à l'exécution des travaux réalisés
- les pièces utiles à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages

En cas de non remise des DOE au plus tard le jour de la réception, il lui sera appliqué des pénalités conformément aux CCAP.

### 3.2 CIRCULATION DES DOCUMENTS

Chaque diffusion de documents (notes de calculs et plans) sera accompagnée d'une nomenclature à jour, tenant lieu de bordereau d'envoi.

### 3.3 MATERIEL DE CHANTIER

L'exécution des travaux devra se faire d'une façon particulièrement soignée et suivant les règles de l'Art.

Les moyens suivants devront être pris en compte dans les prix unitaires des ouvrages, fournis, posés :

Echafaudages et manutention : l'entrepreneur devra tous les échafaudages nécessaires à l'exécution de ses travaux, y compris les moyens d'accès (tours escaliers d'accès aux toitures, escaliers ou échelles protégés provisoires, marchepieds escamotables pour permettre la circulation entre toitures situées à des hauteurs différentes, etc.) et les diverses manutentions nécessaires à l'approche des matériaux (monte-matériaux, grues, treuils, etc.)

Protection des personnes : il devra également la fourniture et la mise en place de tous les dispositifs imposés par la réglementation du travail et de la sécurité des personnes (harnais de sécurité, gardes corps, etc.)

Protections nécessaires contre le risque de chute de gravats : filets de protection anti-chutes de gravats sur l'ensemble de la périphérie des toitures terrasses, balisage, clôtures, tunnels de protection pour accès piétons, etc.

Installations propres à l'entreprise : il devra ces installations propres d'éclairage et de signalisation des ouvrages pendant la durée des travaux, d'alimentation électrique de son matériel de chantier, d'alimentation en eau, avec branchement éventuel au réseau provisoire d'électricité et d'eau, compris démarches auprès des concessionnaires.

---

## 4 CARACTERISTIQUES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES

L'ensemble des prix sont réputés intégrer les coûts de fourniture, main d'œuvre, livraison, transport, amené en toiture, évacuation des déchets et toutes sujétions d'exécutions.

### 4.1 DOCUMENTS : EXE ET DP

#### 4.1.1 ETUDE D'EXE

Ce tarif rémunère la réalisation des plans d'excisions et détails techniques du pigeonnier proposé par le titulaire. Celui-ci en assurera la pleine responsabilité et sa garantie. Il sera également en charge du dimensionnement des fondations nécessaires à la mise en place de son ouvrage.

#### 4.1.2 DOSSIER DECLARATION PREALABLE

Une Déclaration Préalable sera déposée par la commune aussi le titulaire devra fournir les pièces graphiques nécessaires a son obtention.

### 4.2 INSTALLATION DE CHANTIER

Ce tarif rémunère les installations de chantier nécessaires à la réalisation de celui-ci y compris alimentations, clôture, nettoyage, autorisation de voirie, et le replis et la remise en état du site.

#### 4.2.1 CLOTURE DE CHANTIER

Ce poste rémunère la fourniture et mise en place de l'ensemble des clôtures en barrières Heras ainsi que les panneaux permettant de délimiter les zones de chantier.

Dans ce prix sont comprises les modifications, selon les phases de chantier, de ces barriérages.

#### 4.2.2 ALIMENTATION EAU / ELECTRICITE / ASSAINISSEMENT

Ce poste rémunère la réalisation des installations techniques nécessaires au chantier : raccordement électrique, eau et assainissement si nécessaire.

#### 4.2.3 AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DOMAINE PUBLIC

Ce poste comprend la réalisation des demandes d'autorisations ainsi que la taxe qui est liée.

#### 4.2.4 REPLIS ET REMISE EN ETAT APRES TRAVAUX

Ce tarif rémunère la dépose, le démontage et la remise en état après travaux de l'ensemble des installations de chantier.

### 4.3 TRAVAUX DE DEPOSE, DEMOLITION ET FONDATION (TRANCHE OPTIONNELLE 1 )

Les travaux de dépose et de démolition du pigeonnier existant devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

**Ses travaux seront réalisés dans le cadre de la Tranche optionnelle 1.**

#### 4.3.1 DEPOSE DU PIGEONNIER EXISTANT

Ce poste correspond à la dépose et la mise en décharge de l'ensemble des éléments du pigeonnier existant y compris toutes suggestions d'exécution.

#### 4.3.2 DEMOLITION ET EVACUATION DE LA FONDATION EXISTANTE

Ce poste correspond à démolition et évacuation et mise en décharge de l'ensemble de la fondation du pigeonnier existant. Celui-ci comprend aussi un petit reprofilage de la zone en terre pour éviter le risque de chute et permettre une intervention de renaturation du service Espaces Verts. Y compris toutes suggestion d'exécution.

#### 4.3.3 REALISATION DE LA FONDATION

Ce poste rémunère la réalisation de la nouvelle fondation du pigeonnier, selon les notes de calcul du titulaire. Ce prix comprend le terrassement, le fond de fouille, le coffrage, la fourniture et la réalisation de la dalle y compris le ferrailage. Il sera aussi compris les incorporations des fourreaux ou platine ncessaire à la pose du pigeonnier (fournie par le fabricant du pigeonnier) Et le décoffrage parfait achèvement de la fondation.

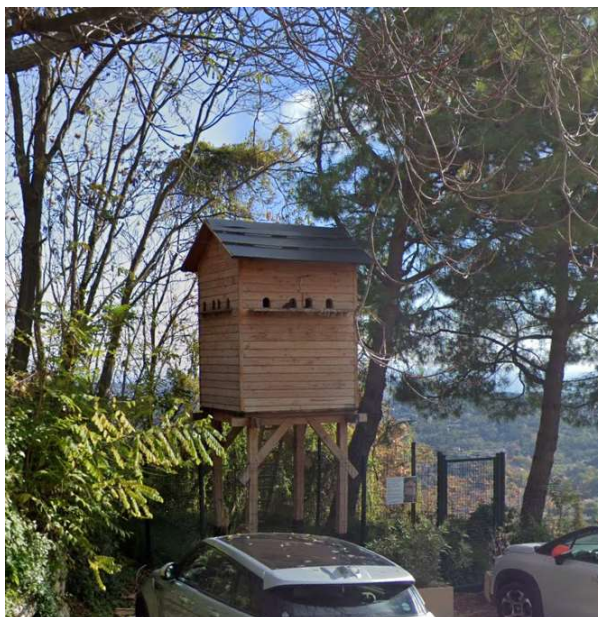
#### 4.4 FOURNITURE ET FABRICATION DU PIGEONNIER

Les postes suivants ont pour objet la fourniture et la fabrication en ételier du pigeonnier.

Exemple de réalisation similaire :

Il aura les caractéristiques indicatives suivantes :

- 4 poteaux 145x145 en douglas positionnés en retrait des façades pour empêcher l'intrusion des nuisibles + 4 pièces métalliques d'encrage.
- Hauteur entre socle et habitacle 2.2
- Hauteur entre socle et faitage 5.20
- Toiture 2 pentes : couverture tôle laqué, aspect extérieur : bardage bois
- Habitacle : casiers 80
- 1 compartiment (boîte), réserve de graines
- Isolation mur et toiture (polystyrène 20cm)
- 1 porte d'accès avec serrure
- 1 échelle mobile avec chaîne et cadenas
- 1 poignée de maintien au pas de la porte
- 1 seuil de 0.50m devant la porte



Ce poste prévoit aussi la fourniture des pièces (fourreau ou/et Platines) à incorporer dans la fondation.

**L'ensemble du pigeonnier sera garanti 10 ans, pièces et mains d'œuvre. Aussi les des pièces métallique, bois, visseries ect. utilisées seront traités de façon a être garantie 10 ans.**

**L'ensemble des plans seront a valider par le prestataire en charge de l'exploitation du pigeonnier : entreprise Pigeons sur rue. L'ensembles des ajustements demandées pour la bonne attractivité et le bon entretien du pigeonnier seront à prendre en comptes.**

---

#### 4.5 POSE DU PIGEONNIER

Les postes suivants ont pour objet la livraison, la pose et la finition du pigeonnier, y compris toutes sujétions d'exécution. Cela comprend la réception de la dalle de mise en œuvre dans le cadre de la Tranche conditionnelle.

#### 4.6 RECEPTION :

Ce poste rémunère :

- Les opérations de nettoyage avant réception
- La réalisation des DOE